

Tout bloquer, pour commencer

Plus de pétrole mais des idées

« Il faut que la France (...) possède l'essence, aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain ». Georges Clémenceau (15/12/1917)

C'est la fin de la Première Guerre Mondiale et la France fait le bilan de sa stratégie. Centralement se pose la question de l'essence, le sang d'une armée nouvelle, de plus en plus mécanisée. Si cette question est posée comme une question de stratégie nationale au début du XXème siècle, c'est dans une perspective principalement militaire, une perspective qui anticipe déjà les possibilités d'une prochaine guerre. Conçue autour de la solidité d'un réseau de flux et de stockage, cette stratégie aboutit à une chaîne logistique articulée autour des ports, des dépôts pétroliers et des liaisons par oléoducs (qui émaillent tout le territoire), ainsi qu'à un contrôle partiel de l'Etat sur le marché du carburant (limitation

des jeux de concurrence). Pourtant, l'après-guerre et le développement économique des Trente Glorieuses imposent à cette stratégie un déplacement du domaine militaire vers celui de l'économie.

Le marché du carburant n'échappera donc pas à l'explosion de la concurrence et verra son réseau fragilisé par son propre développement. Car si l'ensemble des infrastructures reste parfaitement sous contrôle, le réseau lui n'est pas étanche à une situation de grève dure et surtout à une situation de blocage. Et là où le bât blesse, c'est à la fin de la chaîne, c'est-à-dire la distribution des dépôts vers les stations (distribution par camion citerne).

Bloquer l'approvisionnement,

Vider les vaisseaux sanguins de l'économie, comme une station-service est vidée de son carburant, comme une voie de chemin de fer est vidée de ses trains.

Avec le ralentissement voire l'arrêt des terminaux portuaires de Fos et Lavera, ainsi que des 12 raffineries de l'Hexagone, on pourrait se faire peur à peu de frais. Seulement, c'est sans compter les 200 et quelques dépôts de carburants disséminés partout en France, gorgés de millions de litres, en mesure de ralentir l'effectivité d'une pénurie tant qu'ils fonctionnent normalement (sans même parler des stocks stratégiques de l'OTAN détenus dans ces mêmes dépôts). C'est la raison pour laquelle, ce vendredi 15 octobre, les CRS inter-

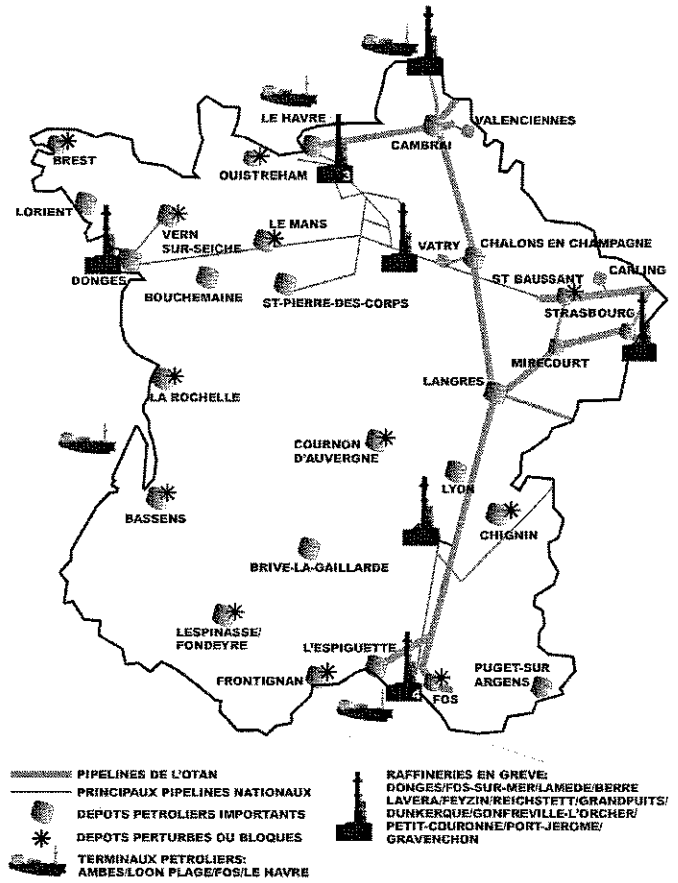
viennent sur plusieurs de ces sites bloqués par des dizaines ou centaines de manifestants. A Fos-sur-Mer, Bassens en Gironde, Lespinasse près de Toulouse et Cournon dans le Puy-de-Dôme, les blocages sont levés. Mais dans le même temps, les accès à de nouveaux dépôts (Le Mans, Caen, Brest, Rennes, La Rochelle...) sont fermés. D'autres blocus tiennent comme à St-Baussant en Meurthe-et-Moselle. Rien qu'en une demi-journée, ce sont plusieurs millions de litres d'essence qui ne sont pas distribués.

Pourvu que ça dure

Ces blocages n'ont pu voir le jour que grâce à des actions organisées entre différents groupes en lutte. En effet, la poignée de salariés nécessaire au fonctionnement de ces dépôts ne suffit pas à elle seule à en bloquer les accès. A Donges, dans un des dépôts les plus importants du Grand Ouest, ce sont des profs, des lycéens mais aussi des ouvriers de la Navale qui se relaient pour tenir le blocage sous la menace d'une intervention des forces de l'ordre. Des liens se tissent entre les Nazairiens mais aussi avec les grévistes de villes avoisinantes. Tout le monde sent que quelque chose se joue là, comme a pu se jouer quelques années plus tôt, à l'occasion du mouvement contre le CPE, l'idée d'un dépassement, d'un débordement des cadres de la lutte.

Rappelez-vous au printemps 2006, après deux mois de blocages et d'occupations dans les rues et les universités, le mouvement commençait à trouver une nouvelle respiration, celle du blocage des flux. C'est au moment où les grévistes parvenaient dans plusieurs villes à organiser la paralysie totale des rocadés que le gouvernement a abandonné sa réforme, mettant un terme à un mouvement qui promettait de devenir incontrôlable. Depuis le mois d'octobre, quelques jours auront suffi à ce que se multiplient dans les assemblées de lutte et les intersyndicales les appels au blocage du pays. Les dépôts pétroliers d'aujourd'hui sont les rocadés d'hier, pourvu que ça ne s'arrête pas là.

C'est la belle saison, quand tant de gens se rassemblent pour célébrer en marchant les rigueurs et les charmes de l'automne. L'arrière-saison prend les devants pour distribuer des fruits longuement mûris dans une attente qui ne fut pas vaine. Les arbres flamboyants partagent leurs feux avec les plus déterminés des passants, toisant furieusement les politiques d'émondage, dépêchés par les corps constitués, qui haïssent le moindre dépassement. De grands oiseaux suspendent leur départ vers d'autres soleils, pour réchauffer leurs ailes à celui qui naît ici-bas. Le givre éphémère, qui cristallisait quelque image désirable, s'est disséminé et laisse place à une vie débordante et joyeuse. A la belle saison, la rue vivante redécouvre les vertus du sable et de la terre, dès lors que tous ces amoureux de l'automne auront détérré et balancé sans compter les carrés de béton qui les pétrifiaient.



Caisse de grève.

Ici ou là, de Montpellier à St Nazaire en passant par Paris, fleurissent des embryons de caisses de grève originales. Elles ne sont plus circonscrites aux corporations engagées dans la grève, et abandonnées aux structures syndicales, dont la spécialité est de maintenir une relative opacité sur leur usage. Un nouvel horizon s'y dessine - celui qui renforce les moyens pratiques du blocage. Des caisses communes pour chaque ville, portées par des assemblées d'étudiants, de chômeurs, et par tous ceux qui soutiennent la grève, dont l'objet serait de pallier les manquements financiers des grévistes employés sur des secteurs clefs (cheminots, raffineries, etc), ou de s'occuper des frais de justice en cas d'arrestations. Avec en plus la promesse à peine voilée que s'approfondisse ce mouvement de désaffiliation au-delà de la question des retraites. Il s'agit de trouver des moyens de faire durer la grève, en tentant d'affaiblir ce qui pèse sur nous, comme les crédits aux banques qui nous paralysent un par un, ou encore les « partenaires sociaux de l'Etat » qui orientent le mouvement vers sa fin. Pour que la grève, sur sa durée et sa forme, devienne alors l'affaire de ceux qui la font. De là peuvent surgir et s'inventer des pratiques communes, des rapports au monde et au temps, plus désirables encore que le confort individualisé après lequel on nous fait courir.

Un espace s'ouvre, habitons-le.